

Nouveaux attentats, truquage des chiffres du chômage : les dernières et dangereuses cartes de François Hollande



Distrayons-nous, cette semaine, d'un vagabondage dans la psychologie et les calculs retors de ce qui reste de gauche de gouvernement.

Avec Serge
Federbusch

1 – Attention, il bouge encore !

Distrayons-nous, cette semaine, d'un vagabondage dans la psychologie et les calculs retors de ce qui reste de gauche de gouvernement.

Tout Paris le disait, le faubourg Saint Germain et ses cabinets ministériels s'y étaient préparés ... mais **Valls n'a toujours pas franchi le Rubimou cette semaine. Il en meurt d'envie mais il ne sait pas quand et comment annoncer le divorce.** La crainte de sombrer dans le naufrage du pédalo élyséen et d'être expulsé de la mémoire du peuple de gauche, celle de poissons roses, par un vulgaire Macron ne peut qu'inciter le Premier ministre à tenter sa chance pour 2017. Il s'agit ni plus ni moins d'occuper le terrain en prenant une option pour 2022. Valls sait que des primaires lui permettront probablement de triompher de son (toujours) patron et qu'il a de fortes chances d'écarter également les gauchistes de carton-pâte nommés Montebourg et Hamon.

Pourquoi hésite-t-il encore ? Peut-être voulait-il éviter de rompre à chaud après la victoire de Fillon, de donner le sentiment de paniquer face à la marche triomphale de la droite et de trahir son chef quand le camp adverse plastronne.

Logiquement, en tout cas, la séparation devrait intervenir à échéance rapprochée. Dans ces conditions, plus personne ne créditera Hollande de la moindre chance de l'emporter.

D'ailleurs, si Valls renonçait malgré tout et si Hollande gagnait les primaires, Mélenchon, Macron, Jadot, Pinel plus d'éventuels dissidents PS devront se partager avec lui un maximum de 35 % des voix. Admettons que Macron n'obtienne pas ses 500 parrainages et que Pinel s'éclipse, le compte n'y est toujours pas pour figurer au second tour de la présidentielle. De plus, l'image du tenant actuel du titre elle la plus déconsidérée depuis Paul Deschanel en 1920 et le malheureux épisode de somnambulisme qui fit choir le président d'un train.

Pourtant, il reste encore un trou de souris dans lequel Hollande peut rêver se glisser.

Rappelons-nous. Les deux rares épisodes qui ont vu sa cote progresser, depuis 2012, sont liés aux attentats de janvier et novembre 2015. Si d'aventure des crimes massifs étaient commis autour de Noël, moment excitant pour un djihadiste, Mou-Président durcirait-il à nouveau ?

Il ne faut pas oublier que la vague de meurtres de novembre 2015 avait suivi des frappes aériennes françaises en Syrie,

aussi vaines que provocantes pour Daech. Si d'aventure la France s'en prenait aux intérêts personnels ou familiaux de dirigeants de l'Etat islamique, ces derniers donneraient-ils l'ordre de reprendre au plus tôt les attentats ? C'est possible.

Il faut certes prêter un cynisme et un machiavélisme considérables à Hollande pour penser qu'un calcul tordu de ce type pourrait lui traverser l'esprit. Mais, précisément, il a souvent montré pareilles inclinations douteuses.

Dans ces circonstances, Hollande redeviendrait un chef de guerre pour quelques mois, juste le temps de déclarer qu'il ne peut se soumettre à des primaires. Ses concurrents et ex-collaborateurs iraient-ils jusqu'à le défier dans les urnes nonobstant le contexte terroriste ?

Au moins, pour Hollande, le jeu serait rouvert et les cartes rebattues, contrairement à l'engrenage actuel qui ne lui laisse aucune chance.

Autre vecteur de manipulation : la poursuite de la baisse du chômage grâce au traficottage des chiffres de Pôle emploi.

Pendant que le basculement des inscrits de catégorie A en catégories D et E, grâce à des jobs bidons, permettait au gouvernement de clamer l'inversion de la courbe, l'Insee, très discrètement et sans que les médias s'en émeuvent, rappelait l'évidence : «En moyenne sur le troisième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT est de 10,0 % de la population active en France, après 9,9 % au deuxième trimestre 2016. En France métropolitaine, le nombre de chômeurs augmente de 31 000, à 2,8 millions de personnes ; le taux de chômage augmente ainsi de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre 2016, à 9,7 % de la population active.»

Quoi qu'il en soit, les bouchées doubles et triples seront mises, dans les mois qui viennent, en fait de radiations et de contrats aidés. Les « Décodeurs » de Libé, l'Obs, le Monde et compagnie regarderont ailleurs et le bon peuple pourra entendre, comme en bruit de fond, que la situation s'améliore sur le front de l'emploi.

Bref, la bête remue encore et ceux qui la voient exsangue ferait bien de se méfier davantage.

2 – Après le président modeste, le président discret

Autant éviter de trop devoir s'expliquer sur son projet : telle est la règle d'or d'une campagne bien menée **Car le programme de Fillon comporte de nombreuses ambiguïtés dont on peut présumer qu'elles ne sont pas involontaires. Par exemple, 500 000 emplois publics supprimés ne signifient pas 500 000 fonctionnaires disparus.** Il suffira par exemple de se débarrasser des plus de 200 000 emplois d'avenir bidonnés par Hollande pour atteindre la quasi moitié de l'objectif. Pour le reste, les gros yeux aux collectivités locales, à qui on fera porter le chapeau de la tiédeur si elles ne font rien et les départs à la retraite peuvent rendre le résultat envisageable d'ici 2022.

L'annonce de ces fameux 500 000 a du reste un caractère emblématique et identitaire qui fait un peu penser au taux d'impôt sur le revenu de 75 %, fantasme de la gauche partageuse en 2012 qui assura la victoire de Hollande. Le Front national aurait grand tort de croire que les Français seront rebutés par ce projet : les fonctionnaires oui, mais ce seront quasiment les seuls et ils voteront pour la gauche.

En réalité, Fillon a surtout intérêt à se faire discret et laisser les médias se repaître des guerres intestines de la gauche jusqu'en mars-avril prochain. Ils auront largement de quoi remplir leurs colonnes avec ces gros meurtres entre ennemis.

3 - Front en péril

La ligne Philippot qui consiste à taper sur Fillon pour cause de thatchérisme est vouée à l'échec. On peut se demander quand le Frontistes s'en rendront compte. D'une part, ce faisant, ils ne se distinguent pas de la gauche. D'autre part, une grande majorité de fonctionnaires préférera toujours l'original à la copie pour les défendre contre le grand méchant loup ultra-libéral. **Enfin et surtout, le FN s'inscrit ainsi dans une sorte de front du refus des réformes, d'axe PSFNFDG et passe paradoxalement pour un défenseur de l'ordre établi. Tout le contraire de ce qui a fait son succès depuis trente ans.**